

CIVES

Service à contacter :

Direction générale des Finances publiques
DDFIP DU TARN
POLE FISCALITE AMENAGEMENT
CS 92525
81013 ALBI CEDEX 9
Téléphone : 05 67 87 45 81
Courriel :
ddfip81.pgp.produitsdivers@dgfip.finances.gouv.fr
Accueil du public : BUREAUX FERMES AU PUBLIC
Références bancaires :
IBAN : FR69 3000 1001 16A8 1000 0000 091
BIC : BDFEFRPPCCT

Références pour toute correspondance :

N° facture : MIPY 24 2600056070

DDFIP DU TARN
CS 92525
81013 ALBI CEDEX 9

1841-031024-0059-0



SAS HECTARE MONTOR RABIYE
3 AV DE LA COUPE
11100 NARBONNE

LETTRE DE RELANCE

Le 12/02/2025

Madame, Monsieur,

Selon mes informations, malgré une demande de paiement préalable, vous restez redevable de la somme de 2 409,00 € dont le détail figure dans le tableau ci-dessous. La date limite de paiement n'ayant pas été respectée, vous encourez l'application de la majoration prévue par l'article 55 de la loi n° 2010-1658 du 29 décembre 2010 de finances rectificative pour 2010 dont le décompte détaillé figure dans le tableau précité. Si vous avez déjà payé la totalité de la créance, seule la majoration reste due.

En application de l'article L.257-0 B du livre des procédures fiscales, je vous invite à régulariser dans les meilleurs délais votre situation. À défaut, je poursuivrai, à l'issue d'un délai de trente jours suivant la notification du présent document, la procédure visant à obtenir le paiement des sommes précitées.

Nature de la créance	Références / Numéro de la créance	Date de mise en recouvrement / date limite de paiement	Montant dû	Versements / réductions	Reste dû
TAXE D'AMENAGEMENT	MIPY 24 2600056070	13/11/2024	2 190,00		2 190,00
Date limite de paiement		15/01/2025			
Majoration			219,00		219,00
TOTAL (Situation arrêtée au : 12/02/2025)					2 409,00 €

Pour payer, vous pouvez utiliser l'un des modes de paiement proposés au verso.

Vous disposez d'un délai de trente jours pour présenter vos observations au regard de la majoration appliquée conformément à l'article L. 122-1 du code des relations entre le public et l'administration.

Si vous rencontrez des difficultés pour régler la somme restant due, vous pouvez contacter le service désigné en tête de ce document dans le bloc « Service à contacter », qui est seul compétent pour vous répondre.

Je reste à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

La/Le comptable public
ANNE-MARIE AUDUREAU

Veuillez
détacher le talon
ci-contre et le
joindre à votre
règlement

TALON DE PAIEMENT
Talon à joindre à votre paiement
Lettre de relance
Application : REP

RÉFÉRENCES :
N° facture : MIPY 24 2600056070
N° codique : 081000

MONTANT EN EUROS :
2 409,00 €

SAS HECTARE MONTOR RABIYE
3 AV DE LA COUPE
11100 NARBONNE

DDFIP DU TARN
POLE FISCALITE AMENAGEMENT
CS 92525
81013 ALBI CEDEX 9

NE RIEN INSCRIRE SOUS CE TRAIT - NE PAS PLIER

*

MODES DE PAIEMENT

- **Vous pouvez payer par virement** : références bancaires dans le cadre pour nous contacter.
- **Vous pouvez payer par chèque** : libellez votre chèque à l'ordre du Trésor Public, joignez le papillon, pour servir de référence, sans le signer ni le coller ni l'agrafer ; envoyez votre chèque accompagné du talon sans autre document à l'adresse figurant dans le cadre pour nous contacter.
- **Vous pouvez payer en numéraire** : dans la limite de 300 € muni du présent document.

CODE DES RELATIONS ENTRE LE PUBLIC ET L'ADMINISTRATION

Art. L. 122-1 – Les décisions mentionnées à l'article L. 211-2 n'interviennent qu'après que la personne intéressée a été mise à même de présenter des observations écrites et, le cas échéant, sur sa demande, des observations orales. Cette personne peut se faire assister par un conseil ou représenter par un mandataire de son choix.

L'administration n'est pas tenue de satisfaire les demandes d'audition abusives, notamment par leur nombre ou leur caractère répétitif ou systématique.

Loi n° 2010-1658 du 29 décembre 2010 de finances rectificative pour 2010 (EXTRAITS)

Article 55 III.-B – Donne lieu à l'application d'une majoration de 10% tout retard dans le paiement des créances qui font l'objet d'un titre de perception que l'Etat délivre dans les conditions prévues à l'article L. 252 A du livre des procédures fiscales pour le recouvrement des recettes de toute nature qu'il est habilité à recevoir.

Cette majoration, perçue au profit de l'Etat, s'applique aux sommes comprises dans le titre qui n'ont pas été acquittées le 15 du deuxième mois qui suit la date d'émission du titre de perception.

Décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique (EXTRAITS)

Article 11 alinéa 1 – Les ordonnateurs constatent les droits et les obligations, liquident les recettes et émettent les ordres de recouvrer. Ils engagent, liquident et ordonnent les dépenses.

Article 28 – L'ordre de recouvrer fonde l'action de recouvrement. Il a force exécutoire dans les conditions prévues par l'article L. 252 A du livre des procédures fiscales.

Le comptable public muni d'un titre exécutoire peut poursuivre l'exécution forcée de la créance correspondante auprès du redevable, dans les conditions propres à chaque mesure d'exécution.

Le cas échéant, il peut également poursuivre l'exécution forcée de la créance sur la base de l'un ou l'autre des titres exécutoires énumérés par l'article L. 111-3 du code des procédures civiles d'exécution.

Article 113 – Le recouvrement des ordres de recouvrer relevant de la présente sous-section s'effectue comme en matière d'impôts directs. Toutefois, les dispositions du dernier alinéa de l'article 24 ne s'appliquent pas à ces recettes.

LIVRE DES PROCEDURES FISCALES (LPF) (EXTRAITS)

Article L.257-0 B – 1. Pour la mise en œuvre de l'article L. 257-0 A, la mise en demeure de payer prévue à l'article L. 257 est précédée d'une lettre de relance lorsqu'aucune autre défaillance de paiement n'a été constatée pour un même redevable au titre d'une même catégorie d'impositions au cours des trois années précédant la date limite de paiement ou la date de mise en recouvrement de l'imposition dont le recouvrement est poursuivi.

Le premier alinéa ne s'applique pas aux impositions résultant de l'application d'une procédure de rectification ou d'une procédure d'imposition d'office, aux créances d'un montant supérieur à 15.000 €, aux créances nées postérieurement au jugement d'ouverture d'une procédure collective ainsi qu'aux créances des entreprises tenues de souscrire leurs déclarations de résultats auprès du service chargé des grandes entreprises.

2. Lorsque la lettre de relance prévue au 1 n'a pas été suivie de paiement, à l'expiration d'un délai de trente jours suivant sa notification, le comptable public peut notifier une mise en demeure de payer.

3. Les modalités d'application du présent article sont fixées par décret en Conseil d'Etat.

TEXTES DE RÉFÉRENCE

Les articles L. 2323-2, L. 2323-3, L. 2323-4 et L. 2323-4-1 du code général de la propriété des personnes publiques peuvent être consultés sur le site Légifrance (<http://www.legifrance.gouv.fr>).

Les informations recueillies pourront donner lieu à l'exercice d'un droit d'accès et de rectification auprès de votre centre des finances publiques et d'un droit de réclamation auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés dans les conditions prévues par la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016.



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

TITRE DE PERCEPTION



FINANCES PUBLIQUES

DDFIP TARN
SERVICE PRODUITS DIVERS
CS92525
81013 ALBI CEDEX 9



SAS HECTARE MONTOR RABIYE
3 AV DE LA COUPE
11100 NARBONNE

Vos références

Numéro de facture : MIPY 24 2600056070

Référence du titre :
081000 023 075 011 465240 2024 0049177

Date d'émission : 13/11/2024
Numéro d'état récapitulatif : 32770

Votre situation

Somme à payer : 2 190,00 €

Date limite de paiement* : 15/01/2025

Objet de la créance : Taxe d'aménagement (articles L. 331-1 à L. 331-34 du code de l'urbanisme). Dossier n° PA0110862200002 du 12/09/2022. Deuxième échéance de votre autorisation initiale.

***IMPORTANT : toute somme non acquittée à la date limite de paiement sera majorée de 10%**
(article 55 III B de la loi n°2010-1658 du 29 décembre 2010).

Partie à détacher suivant le pointillé ✂

Numéro de facture : MIPY 24 2600056070
N° de titre :
081000 023 075 011 465240 2024 0049177

SAS HECTARE MONTOR RABIYE
3 AV DE LA COUPE
11100 NARBONNE

*

Veuillez
détacher le talon
ci-contre et le
joindre à votre
règlement

Date limite de paiement : 15/01/2025
Montant en euros : 2 190,00

REP

NE RIEN INSCRIRE SOUS CE TRAIT - NE PAS PLIER

TALON DE PAIEMENT

CENTRE D ENCAISSEMENT
DES FINANCES PUBLIQUES
TSA 73980
92894 NANTERRE CEDEX 9

888111000135 14002424260005607000810008995806 219000

=> Renseignements sur le paiement :

DDFIP TARN

SERVICE PRODUITS DIVERS

CS92525

81013 ALBI CEDEX 9

Tél : 05 67 87 45 81

Courriel : ddfip81.pgp.produitsdivers@dgfip.finances.gouv.fr

Accueil : BUREAUX FERMES AU PUBLIC

=> Renseignements sur le calcul de la somme à payer :

Ministère : Trans.écolo.énergie

DDTM 11

. SRISC rue du pont de l'avenir

11100 Narbonne

Tél : 04 68 90 23 29

COMMENT PAYER CE TITRE DE PERCEPTION

Vous voulez payer par internet :

- Rendez-vous sur le site www.payfip.gouv.fr

- Saisissez :

l'identifiant structure publique : 91524A

le numéro de la facture : MIPY 24 2600056070

le montant de la facture : 2 190,00 €

- Renseignez votre adresse électronique, un courriel de confirmation vous sera envoyé.

- Choisissez votre mode de paiement afin de finaliser la transaction (munissez-vous de votre carte bancaire ou, si vous souhaitez payer par prélèvement unique, de vos identifiants d'accès au site impots.gouv.fr).

Vous voulez payer par virement :

Saisir les références bancaires BDFEFRPPCCT (BIC) FR69 3000 1001 16A8 1000 0000 091 (IBAN), en rappelant le numéro de facture : MIPY 24 2600056070.

Vous voulez payer par chèque :

- Libellez votre chèque à l'ordre du Trésor public ;

- Joignez le talon pour servir de référence, sans l'agrafer ni le coller ;

- Envoyez votre chèque accompagné du talon, sans autre document, en utilisant l'enveloppe retour.

Vous voulez payer en numéraire :

Réglez en espèces, dans la limite de 300 €, muni du présent titre, au guichet de la DDFIP TARN dont les coordonnées figurent ci-dessus.

COMMENT RÉCLAMER ?

Vous voulez contester le montant de votre titre de perception :

Adressez votre demande à la DDFIP TARN dont les coordonnées figurent ci-dessus, dans les deux mois qui suivent la notification du présent titre de perception (art. 117 à 119 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable).

Le présent titre a été rendu exécutoire par l'ordonnateur en vertu des articles 11 et 28 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable.

Nom LEMONNIER

Prénom Sylvie

Qualité Mmle la directrice de la DDTM 11

Ordonnateur

Pour les données vous concernant, le droit d'accès et de rectification prévu par la loi n° 78-17 du 6-1-1978 modifiée s'exerce auprès du service compétent dont les coordonnées se trouvent ci-dessus à la rubrique "Renseignements sur le calcul de la somme à payer".

DÉTAIL DE LA SOMME À PAYER

Taxe d'aménagement (articles L. 331-1 à L. 331-34 du code de l'urbanisme). Dossier no PA0110862200002 du 12/09/2022. Deuxième échéance de votre autorisation initiale.Descriptif du projet. RUE DE LA CONDAMINE 11510 Caves. Surface taxable totale créée de la ou des constructions : 0 m². Nombre de places de stationnement situées à l'extérieur de la construction : 30. Montants et éléments de calcul. Part communale brute de la taxe d'aménagement : 3000 euros. Part départementale brute de la taxe d'aménagement : 1380 euros. Taux communal(ux) appliqué(s) au projet : 5%. Taux départemental(ux) appliqué(s) au projet : 2,3%. Ces taux sont ceux en vigueur aux dates d'autorisation ou éventuellement à la date de votre certificat d'urbanisme. Valeurs forfaitaires applicables en fonction des dates d'autorisation : m² hors Ile-de-France : 820 euros/m². Emplacements de stationnement (non compris dans la surface taxable de construction) : 2000 euros/unité. Abattements et exonérations. Montants après abattements et exonérations. Part communale de la taxe d'aménagement : 1500 euros. Part départementale de la taxe d'aménagement : 690 euros.

Somme à payer : 2 190,00 €



